

Unité départementale du Val-d'Oise
5 avenue de la Palette
95000 Pontoise

Pontoise, le 09/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CORIANCE (exCYEL)- SOA

1 rue du Gros Murger
95066 ST OUEN L AUMONE

Références : 2022/0449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 ST OUEN L AUMONE. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de Cenergy à Saint-Ouen l'Aumône afin de s'assurer des suites données à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29/04/2022 faisant suite à l'incendie ayant démarré le 28/04/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 ST OUEN L AUMONE
- Code AIOT dans GUN : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'APMU du 29/04/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.1	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suspension de l'activité de la chaufferie biomasse	AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 2	/	Sans objet
Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.5.1	/	Sans objet
Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.1.1	/	Sans objet
Circulation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.6	/	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.3	/	Sans objet
Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 3	/	Sans objet
Vidange du silo de biomasse de 4 000 m ³	AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 4	/	Sans objet
Évacuation des déchets et mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 5	/	Sans objet
Remise du rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate qu'à l'exception des mesures appelant une réponse dans un temps plus long (mise à jour de l'étude de dangers, mise du jour du POI), les prescriptions issues de l'APMU ont bien été respectées.

Dans l'attente d'éléments de démonstration complémentaires de la part de l'exploitant, elle constate également une non-conformité sur les dispositions d'exploitation relatives à l'auto-surveillance.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suspension de l'activité de la chaufferie biomasse

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitation de la chaufferie biomasse et ses annexes est suspendue provisoirement. Durant cette suspension d'activité, les installations sont mises en sécurité et régulièrement surveillées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la suspension du fonctionnement de la chaufferie biomasse et de ses annexes. L'alimentation électrique des convoyeurs type bande à bords et transporteurs a été consignée au niveau du Tableau Electrique Basse Tension, rendant de fait impossible l'exploitation de la chaufferie. La biomasse présente dans le silo de stockage 4000 m3 a été évacuée et stockée sur l'ancienne plateforme de stockage du charbon, à l'exception d'un volume "mort" d'environ 100 m3 ne pouvant être retiré du silo. L'exploitant a par ailleurs indiqué faire effectuer une ronde 2 fois par jour sur le lieu provisoire de stockage de la biomasse évacuée. L'inspection considère, au regard également des autres points de contrôle vérifiés lors de cette inspection, que l'exploitant respecte la prescription imposant la suspension et la mise en sécurité de la chaufferie biomasse et de ses annexes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant procède sans délai aux opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction stockées dans le bassin de confinement de 1 400 m ³ . Les eaux d'extinction d'incendie sont évacuées vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. La traçabilité de ces évacuations est assurée par l'exploitant. Elle concerne les exutoires concernés et les quantités d'eaux évacuées.
Constats : L'inspection a constaté que le bassin de rétention des eaux d'extinction a bien été vidé des eaux issues de la gestion de l'incendie. L'exploitant a indiqué avoir missionné les Sociétés Location Assainissement Environnement (LEA) située 29 Rue Gutenberg - 95420 Magny en Vexin et la société EAV située 1 bis rue du gros murger 95310 Saint Ouen l'Aumône la charge d'évacuation des eaux incendies vers un centre de retraitement approprié avec suivi par des BSD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vidange du silo de biomasse de 4 000 m³

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Vidange du silo de biomasse de 4 000 m ³
Prescription contrôlée : L'exploitant procède sans délai à la vidange du silo de biomasse de 4 000 m ³ dans des conditions permettant de prévenir toute reprise de l'incendie.
Constats : L'exploitant a bien procédé à la vidange de la biomasse présente dans le silo de stockage de 4000 m ³ lors de l'intervention des pompier le 29/04 et le 30/04, par l'intermédiaire d'une ouverture pratiquée dans le silo lors de la gestion de l'évènement.
Observations : L'inspection constate lors de sa visite du 09 mai qu'il subsiste dans le silo un volume évalué à 100 m ³ ne pouvant être retiré, car localisé en dessous du niveau des ouvertures praticables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Les déchets issus de l'incendie sont stockés dans des conditions permettant d'éviter les envols et les infiltrations dans le sol. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets et en rend compte à l'Inspection.
Constats : L'inspection constate que la biomasse extraite du silo est stockée en deux endroits distincts du site sur une dalle en béton, permettant ainsi d'éviter les infiltrations dans le sol. Elle constate également par examen visuel que les caractéristiques de la biomasse ainsi stockée ne font pas craindre d'envol. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir déterminé si la biomasse extraite du silo (partiellement humidifiée du fait de l'usage d'eau pour l'extinction) avait vocation à servir de combustible ou à être éliminée en tant que déchet. L'inspection constate le jour de la visite que les deux tas de biomasse émettent des fumées légères. L'exploitant indique que les fumées sont liées à la décomposition en cours de la biomasse. L'inspection demande à l'exploitant de démontrer sa maîtrise d'éventuels risques d'incendie liés à ce stockage. Par mail du 31/05, l'exploitant indique faire procéder à une ronde 2 fois par jour afin de surveiller l'état de la biomasse, et avoir décidé d'éliminer cette biomasse en tant que déchet. Par le même mail, il indique que la société SEDE filiale VEOLIA a la charge de l'élimination du lot bois-énergie souillé par suite de l'extinction de l'incendie. L'exploitant donne la description de la prestation suivante et fournit le devis et la commande associés : <ul style="list-style-type: none">● Chargement par un chargeur avec opérateur, à raison de 5 évacuations par jour.● Transport par FMA de 70 m³.● Elimination par compostage sur site ICPE sous la rubrique 2780-2.

<ul style="list-style-type: none"> • Dans la limite d'une durée d'évacuation de 3 jours consécutifs. • Période envisagée : Semaine 23, entre lundi 6/6 et mercredi 8/6
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise du rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/04/2022, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Remise du rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté le rapport d'accident mentionné à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.</p> <p>Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats : L'exploitant a bien transmis, par mail du 20/05/2022, un rapport d'accident consécutif à l'incendie du 29/04/2022.</p> <p>L'inspection attend que ce rapport soit ultérieurement complété par l'exploitant, notamment sur les volets causes de l'accident et mesures envisagées pour éviter un accident similaire, lorsque les différentes expertises sollicitées postérieurement à cet accident ainsi que l'étude de dangers prescrite par l'APMU du 29/04 auront été finalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que le site a été nettoyé des déchets consécutifs à la gestion de l'incendie, et se trouve dans un état de propreté acceptable. L'exploitant indique que la société LEA a procédé au lavage des chaussées et aspiration des poussières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection des installations classées avait constaté lors de l'incendie des 28 et 29 avril 2022 que la vanne barrage ne remplissait pas sa fonctionnalité, ce qui avait conduit les sapeurs-pompiers à disposer à la demande de l'exploitant un ballon gonflable empêchant l'écoulement hors du site des eaux issues de l'incendie. L'exploitant indique avoir eu connaissance de cette situation et passé le 22 février 2022 commande d'une nouvelle vanne, qui n'a pu être installée que le 6 mai en raison de délais d'approvisionnement longs. L'inspection a constaté la présence de cette nouvelle vanne, sans pouvoir s'assurer de son actionnabilité en raison de l'inachèvement des travaux de voirie autour de l'exutoire. Par mail du 08/06/2022, l'exploitant indique avoir testé et mis en service cette nouvelle vanne.
Type de suites proposées : Sans objet
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a restreint le cadre de la vérification de cette prescription à la biomasse. L'exploitant indique posséder les stocks de biomasse suivants : <ul style="list-style-type: none">- le silo de 4000 m3 est vide, à l'exception du volume mort- le silo de 2500 m3 contient 400 m3 de biomasse- la biomasse extraite du silo de 4000 m3 est stockée en 2 endroits du site dans des zones dédiées- les convoyeurs ne contiennent plus de biomasse- la trémie tampon contient 15 m3 de bois et est en cours de vidange Par mail du 08/06/2022, l'exploitant indique avoir achevé la vidange de la trémie tampon. L'exploitant a par ailleurs transmis le document "Liste des livraisons sur le site Cenergy" par mail du 20 mai 2022, retraçant l'historique des livraisons de biomasse sur les 3 jours précédant l'accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des pompiers
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : L'inspection a constaté que les règles de circulation à l'intérieur du site sont bien affichées et qu'à date de l'inspection l'ensemble du site est libre de circulation pour les moyens de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. La mise en alarme de tout dispositif intéressant la sécurité vis-à-vis de l'incendie doit être surveillée en permanence depuis la salle de contrôle. L'exploitation des générateurs sans surveillance humaine permanente est admise. Dans ce cas, une télésurveillance des installations est assurée, et les installations de la chaufferie sont sous autocontrôle relié à une permanence en capacité de faire appel à du personnel qualifié, lui-même en capacité d'intervenir rapidement sur le site, en moins de 30 minutes. L'intervalle maximal entre 2 tests périodiques de contrôle est de 72 heures. L'exploitant tient à jour une liste des anomalies nécessitant l'intervention du personnel qualifié dans le délai de 30 minutes. Il teste régulièrement son système pour s'assurer du respect du délai d'intervention. Cette liste comprend à minima l'ensemble des événements qui conduisent potentiellement à un accident nécessitant l'intervention des services de secours ou ayant potentiellement des conséquences au-delà des limites du site tels que définis dans l'étude des dangers. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris durant les périodes de gardiennage. En cas d'anomalie provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.
Constats : L'exploitant a fourni par mail du 03/06/2022 à la demande de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- la liste des personnes référentes- la liste des anomalies nécessitant l'intervention du personnel qualifié dans le délai de 30 minutes. L'exploitant indique, dans son courrier du 03/06/2022 : "Le site est interdit à toutes personnes étrangères à l'établissement et n'ont pas d'accès libre aux installations. Toutes les alarmes intéressant la sécurité sont surveillées en permanence depuis la salle de quart. L'exploitation de la biomasse est sans présence humaine permanente et une télésurveillance des installations est assurée et son auto-contrôle est bien reliée à une permanence en capacité de faire appel à du personnel qualifié d'astreinte nommé chaque semaine suivant un planning en capacité d'intervenir rapidement. Toutes anomalies nécessitant l'intervention du personnel d'astreinte est enregistré automatiquement (fil de l'eau) sur la supervision et un rapport final d'intervention est établie (Rapport incident). Le chef d'agence ou son Responsable opérationnel sont alertés et interviennent rapidement sur les lieux. En dehors des heures ouvrées, c'est le cadre d'astreinte qui prend cette délégation. Lors d'un défaut conduisant à une instabilité des installations thermique celle-ci se met automatiquement à l'arrêt et seul une intervention humaine sur site permet un réarmement des sécurités pour une remise en service. L'installation n'est pas conçue pour des redémarrages automatiques." A la demande de l'inspection, l'exploitant indique attendre un retour de son prestataire pour démontrer que les tests sur le fonctionnement des systèmes d'alarmes sont effectués dans un intervalle de temps ne dépassant pas 72h. L'absence d'éléments de démonstration à date conduit l'inspection à considérer que l'exploitant est en situation de non-conformité sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté par la lecture du registre de sécurité la réalisation périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Elle relève en particulier la réalisation d'un contrôle sur le système d'alarmes incendie du site le 20 octobre 2021, d'un contrôle sur les RIA et poteaux incendie le 20 décembre 2021, et d'un contrôle sur le parc extincteur le 17 mars 2022. L'inspection relève que le registre dans son format ne permet pas de détailler les suites données à chaque contrôle. Par sondage, l'inspection a vérifié que les contrôles visés par la disposition ci-dessus étaient bien suivis d'effets par une remise en état ou remplacement des matériels défectueux. L'exploitant a fourni à cet effet des bons de commande à la société Tabart relatifs à la remise en état des poteaux incendie (daté du 26/03), de fourniture d'extincteurs (daté du 29/03), de la maintenance d'extincteurs (daté du 24/03/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet